

ou mauvais vouloir de ses ennemis, et, pour faire juger de l'espèce de protection dont elle jouira sous le nouveau régime, il suffit de dire que ces jours-ci l'évêque de Toronto, Monseigneur LYNCH, a été obligé de s'adresser publiquement, dans les journaux, aux citoyens de Toronto, pour réclamer contre les insultes prodiguées en plein jour dans les rues de cette cité et ailleurs à de vénérables sœurs de la Charité, et demander protection pour les révérendes dames de cette communauté. Et puis, quand on voit des écrits aussi fanatiques et aussi intolérants que celui que j'ai eu l'honneur de lire à cette hon. chambre avant l'ajournement, article publié dans le *Globe* du 6 mars, qui représente les idées du gouvernement actuel et qui est l'organe et la propriété de l'hon. président du conseil exécutif (M. BROWN), peut-on dire que nous n'avons rien à craindre, et que les institutions religieuses du Haut-Canada seront parfaitement sauvegardées sous le régime qu'on veut introniser dans le pays? L'hon. député de Montmorency n'admet-il pas, dans son fameux pamphlet de 1865, que plusieurs fois dans cette chambre on avait insulté à nos institutions religieuses? et l'évêque de Toronto ne vient-il pas de se plaindre qu'on avait insulté des sœurs de Charité dans les rues de la capitale du Haut-Canada et qu'on les avait tournées en ridicule dans des mascarades et bals masqués, fréquentés par la bonne société de cette localité? Et afin que personne ne puisse douter de ce fait, je prendrai la liberté de lire cette lettre, qui est comme suit :

"AUX CITOYENS DE TORONTO.

"Les Sœurs de Charité ont été de temps en temps insultées dans cette ville. Elles ont été rudement saisies dans les rues publiques, lorsqu'elles allaient à leurs œuvres de charité. On les a poursuivies avec des pierres et des boules de neige. On les a couvertes d'opprobres et on leur a donné des noms insultants. Leur costume a été montré avec mépris dans des mascarades, dans une salle à patiner. Confiant en l'honneur et en la justice des gentils-hommes de Toronto, nous leur demandons respectueusement leur protection.

"Votre etc., etc..

"† JOHN JOSEPH LYNCH,
"Evêque de Toronto."

Mais en supposant que plusieurs des hon. membres de cette chambre voudraient douter de l'authenticité des faits relatés dans cette lettre, n'ont-ils pas, pour se convaincre du danger que nous courons comme catholiques une fois que nous serons à la merci de nos ennemis, n'ont-ils pas, dis-je, présentes à la

mémoire les injures et les insultes prodiguées par un membre de cette chambre à tout ce qui était catholique; ne se rappellent-ils pas les infamies qu'un des amis et chauds partisans de l'hon. président du conseil exécutif (M. BROWN), débitait devant cette chambre sur le compte de nos vénérables sœurs de charité? Eh bien! je vous le demande, à vous, le grand parti conservateur, le protecteur-né de notre religion et de ses admirables institutions: qu'avez-vous fait pour assurer protection aux catholiques du Haut-Canada dans la nouvelle constitution? Rien du tout! (Écoutez! écoutez!) Enfin, si le Bas-Canada n'a obtenu aucune concession, et si sa position n'est pas meilleure sous le nouveau régime que sous le régime actuel, pourquoi une confédération? Je vais vous le dire, et d'ailleurs tout le monde le sait aussi bien que moi. Nos ministres n'ont eu recours à la confédération que parce qu'elle leur offrait un moyen de conserver leurs portefeuilles et de jouir des douceurs du pouvoir pendant quelques années encore. Voilà la raison, et la seule raison de leur alliance monstre avec un homme qui les méprise au fond, et qui ne s'est joint à eux que parce qu'ils servaient ses projets et ses ambitions. L'hon. solliciteur-général du Bas-Canada nous a expliqué, l'autre soir, les intentions du gouvernement. Très-bien! Mais tout le monde sait parfaitement, d'un autre côté, que les intentions d'un gouvernement ne sont pas immuables et qu'il peut les changer et qu'il les a même déjà changées. Lors de la formation du gouvernement actuel, les ministres Bas-Canadiens n'ont-ils pas dit à leurs amis dans cette chambre,—et leurs journaux ne l'ont-ils pas répété sur tous les tons:—"Restez tranquilles, ne craignez rien, la confédération ne se fera pas." L'hon. commissaire des travaux publics (M. CHAPPAIS) n'a pas nié avoir dit à un curé de ce district qu'il fallait rester tranquille, qu'il n'y avait rien à craindre; que la confédération ne se ferait pas; que tout ce manège n'était fait que dans le but de jouer le grand chef clear-grit et de se débarrasser à jamais de lui—(écoutez! écoutez!)—et du parti libéral du Bas-Canada. Il paraît que nos ministres Bas-Canadiens avaient compté sans la pression des membres du Haut-Canada et aussi sans celle des délégués des provinces maritimes, qui, ligüés ensemble, ont obtenu toutes les concessions qu'ils ont voulu de cette infime minorité bas-canadienne qui siégeait à la conférence de Québec. On leur a dit: il